DELLA ABOLIZIONE

DELLE

TASSE ANNONARIE.

DELL' ABOLIZIONE

DELLE

TASSE ANNONARIE.

LETTERA CIRCOLARE

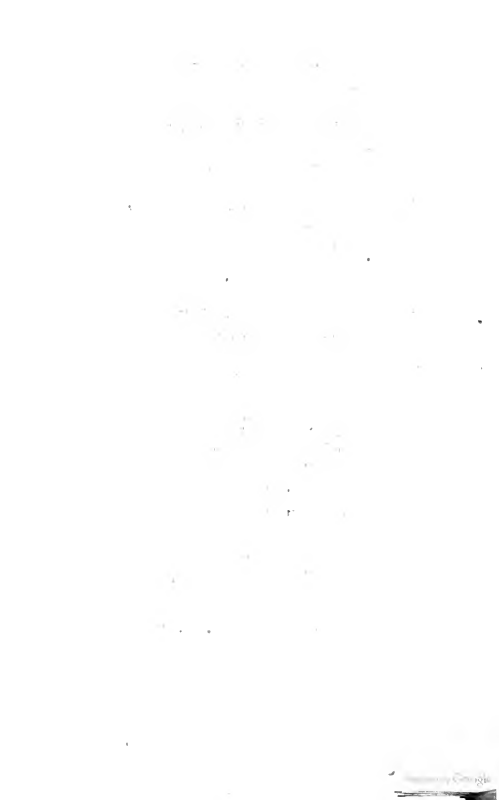
del Primo Segretario di Stato per gli affari interni agli Intendenti di varie province, sull'abolizione della tassa de' commestibili.

RAPPORTO

dell'Avv.° Giacomo Giovanetti, consigliere della città di Novara, all'Amministrazione della medesima, sulla convenienza dell'abolizione delle tasse annonarie.

LETTERA

del barone e commendatore Giuseppe Manno, Primo Uffiziale del Ministero degli affari interni, al signor G. P. Vieusseux, Direttore dell'Antologia di Firenze, sul medesimo oggetto.

TORINO
TIPOGRAFIA CHIRIO E MINA
1833.

V

LETTERA CIRCOLARE

Del Primo Segretario di Stato per gli affari Interni agli Intendenti di varie province sull'abolizione della tassa de'commestibili.

Turin, 15 *février* 1833.

A Monsieur l'Intendant
de........

Monsieur,

Presque partout, en Europe, l'autorité publique se réserve le droit de taxer le pain, la farine, les *vermicelli*, la viande et plusieurs autres denrées qu'on regarde comme étant de première nécessité. Elle n'en permet la vente qu'à ceux qu'elle munit d'une autorisation spéciale, ce qui constitue en leur faveur un véritable monopole.

L'établissement de ces taxes, et par conséquent le maintien du monopole, sont considérés comme

une des principales attributions des corps civiques. Les lois et les statuts locaux leur accordent ce droit, ou plutôt leur imposent ce devoir, parce qu'il semble, dans l'opinion commune, que rien n'est plus intéressant, plus utile, plus indispensable, que d'assurer la nourriture de tous, particulièrement du pauvre, et de la retenir dans les limites de prix discrets.

Le Grand-Duc Pierre-Leopold, dont la mémoire est encore aujourd'hui chère aux Toscans, prit les rênes du gouvernement dans un moment où Florence et la Toscane étaient affligées par la disette.

Il observa les effets de toutes les mesures administratives qui avaient été prises pour parer à l'insuffisance des récoltes et pour faire baisser le prix du pain. Toutes ces mesures, nulle exceptée, avaient eu des résultats contraires à ceux qu'on en attendait, et Pierre-Léopold comprit que pour remédier aux maux qui affligeaient le pays, il fallait abandonner les taxes, et tous les réglemens dont on les avait accompagnées afin que elles fussent observées.

Il considéra que le commerçant s'empresse d'apporter des grains là où il espère les vendre avec bénéfice, pourvu qu'il ait la certitude que

rien ne se opposera à ce qu'il les vende quand il voudra et au prix qu'il lui plaira de fixer lui-même. Mais quand le bled est arrivé, celui à qui il appartient est forcé, s'il veut s'en défaire, de le livrer au prix courant, et ce prix est réduit au *minimum* par la concurrence. Personne n'empêche que ce bled ne soit réexporté; mais en arrivant à la nouvelle destination, il faudra ajouter à la valeur primitive les frais du second transport. Peut-être aussi lorsque le bled sera rendu sur ce nouveau marché, le pays se trouvera abondamment pourvu de grains, et par conséquent les prix seront très-bas. Il est donc probable qu'avant d'en venir à la réexportation, le propriétaire du bled le vendra, se contentant d'un très-mince bénéfice, peut-être même de ne rien y perdre, ou de ne perdre que peu.

D'un autre coté, le boulanger trouve son compte, en vendant son pain, à se contenter du moindre bénéfice, parcequ'il multiplie ses profits s'il cuit beaucoup et s'il vend vîte. A côté de lui, plusieurs autres boulangers font les mêmes calculs, et sont forcés de réduire aussi leurs prix afin de pouvoir vendre. Cette concurrence est toute au profit de l'acheteur, tandis que la taxe et le

monopole garantissent le vendeur contre cette concurrence.

Les calculs, d'après lesquels on règle cette taxe, sont tous favorables aux boulangers monopoleurs. Au jour même où le prix du bled s'élève, ils sollicitent l'augmentation du prix du pain, et on ne peut la leur refuser. On n'a pas le droit de leur faire compte du bas prix auquel ils ont acheté des bleds qui sont encore dans leurs magasins; si, au contraire, le prix du bled baisse, il font valoir la justice qu'il y a de laisser écouler les grains qu'ils ont acheté à haut prix, ce qui paraît juste. L'autorité, dans les deux cas contraires, leur est toujours favorable.

Les frais de loyer, de fabrication, de manutention, leur sont abonnés de manière qu'ils ne puissent y perdre, c'est-à-dire, sur le pied le plus haut. Il est évident, en un mot, que l'autorité sous apparence de protéger le consommateur, ne protège en effet que le vendeur.

C'est ce que le Grand-Duc Pierre-Léopold voulut d'abord constater. Il déclara provisoirement libre la vente du pain. Puis, chaque jour, il fesait lui-même le calcul de ce que devait revenir le prix du pain, ayant égard aux mercuriales des bleds, aux loyers, au prix du combu-

stible, aux salaires des ouvriers, en un mot, à tout ce qu'on évalue dans les tableaux proportionnels dressés pour servir à déterminer la taxe. Après avoir ainsi établi le prix de la manière la plus équitable pour les boulangers et conformément aux réglement dont il avait suspendu l'exécution, il envoyait chercher du pain chez les boulangers de Florence, et le fesait payer au taux que chacun fixait librement. Le prix courant se trouva toujours plus bas que le prix calculé. Bien plus, le pain était généralement plus beau qu'il n'avait jamais été, parceque les acheteurs accouraient chez les boulangers qui exposaient du beau et bon pain. Celui de qualité inférieure était ou rebuté, ou ne trouvait des acheteurs qu'à un prix moindre.

Cette expérience, plusieurs fois renouvelée et répétée sur tous les points de la Toscane, engagea le Grand-Duc Pierre-Léopold à rendre définitivement libre la vente du pain, laquelle fut irrévocablement soustraite à tous les réglemens.

Soixante années d'un pareil régime n'ont jamais laissé appercevoir aucune sorte d'inconvéniens, même dans les communes situées au milieu des montagnes, éloignées de la mer, et les moins fertiles. La profession de boulanger

est encore, en Toscaue, une profession utile pour ceux qui l'exercent; elle donne des bénéfices honnêtes, mais elle ne peut plus fournir des profits immenses; elle ne crée point des fortunes énormes et rapides; le boulanger qui n'est ni économe, ni probe, ni actif, ni laborieux, se ruine parcequ'il n'est plus protégé par le monopole.

Il en est de même dans toutes les autres professions. Personne n'a le droit de se plaindre, et le consommateur se loue beaucoup d'un régime de liberté qui fait tourner à son profit l'activité, l'intelligence, la probité du boulanger.

En 1811, les décrets de l'Empereur Napoléon furent publiés en Toscane, et portèrent momentanément atteinte au régime de la vente libre; mais il en résulta des désordres si graves, qu'il fallut mettre promptement de côté toutes les restrictions prescrites par ces décrets. On fit semblant de croire que la récolte était arrivée; elle fut encore retardée de près de deux semaines. Le commerce n'eut pas le temps de faire venir des grains du dehors, et cependant, par le seul fait de la révocation des taxes, l'abondance, le bas prix, la beauté du pain revinrent avec la liberté de la vente.

A Londres, le monopole a été aboli, il y a 25 ans, et depuis lors personne n'a regretté le régime de la taxe.

Nulle part on n'a d'aussi beau pain ni à un prix plus discret que là où il y a concurrence de prix et vente libre sans taxe. Et cela ne peut être autrement. Afin de vendre beaucoup et promptement, on cherche à attirer des chalands, et on ne les attire qu'en donnant du bon pain et à bon marché.

On objectera peut-être que cela n'est praticable que dans les villes maritimes, où rien ne peut empêcher les prompts et continuels arrivages des bleds. Je conviens qu'un port de mer s'approvisionne également et par mer et par terre, et c'est pour cela que, dans toutes nos provinces, on peut suppléer à l'insuffisance des récoltes. Personne, au surplus, n'ignore que le Piémont produit, année commune, plus de bled qu'on n'en consomme. Cet excédant, qui s'exporte difficilement, forme l'approvisionnement des mauvaises années; de manière que notre pays est toujours suffisamment pourvu, quoique les prix haussent ou baissent suivant l'abondance ou la rareté de la denrée.

De quelque part que vienne le bled, soit qu'il naisse dans le pays, soit qu'on l'y apporte du dehors, il est utile que la vente du pain soit libre, et que la concurrence en fixe le prix, parceque le prix résultant de la concurrence est le seul dans lequel l'intérêt du vendeur et l'intérêt du consommateur soient balancés avec équité.

L'objection la plus forte qu'on puisse faire à la taxe libre du pain ; est la possibilité d'une coalition entre les boulangers. Cette objection est réelle au début ; elle tombe par le temps ; mais il ne faut pas s'exposer aux inconvéniens très-graves qui en naîtraient et qui forceraient de revenir momentanément à la taxe.

On a paré à ce danger par des moyens très-simples. A Gênes, la Ville a établi une boulangerie normale, dans laquelle il y a toujours un approvisionnement de farines, et qui vend le pain à un prix très-discret. La Ville en tire quelque bénéfice, et on a la certitude que les boulangers qui pétrissent pour leur propre compte, ne peuvent obtenir qu'un profit modéré, égal au plus à celui de la boulangerie normale, augmenté pourtant de tout ce que peuvent ajouter l'économie dans les frais de manutention, l'attention à acheter les bleds à propos, et les moyens de faire à temps de forts approvisionnemens.

La profession de boulanger sous le régime de liberté quant au prix, et de concurrence, ne doit pas être regardée comme infructueuse; mais elle ne fait pas naître des fortunes considérables et rapides, comme la profession de boucher qui est encore presque par-tout sous le régime du monopole.

Ce qui achevra de démontrer que les taxes ne sont favorables qu'aux vendeurs, et qu'elles sont défavorables aux consommateurs, c'est que personne n'excite plus volontiers que les boulangers à la formation des *Bandi politici*, dans lesquels les monopoles du pain, des pâtes, de la viande, et souvent d'un très-grand nombre d'objets qu'on prétend être de première nécessité, sont soutenus par un grand nombre de dispositions réglementaires et pénales.

Bien plus, j'ai la preuve que dans plusieurs villes les boulangers ont supporté en propre les frais qu'entraîne la formation des *Bandi politici*.

Fort de l'expérience de plus d'un demi-siècle en Toscane, le Roi m'a ordonné de faire un essai dans une de ses provinces.

La province d'Alba a été choisie; elle n'est ni près ni loin de la mer; elle est partie en plaine

et partie montueuse; elle n'est pas des plus fertiles en grains; elle renferme quelques villes et beaucoup de gros bourgs. Elle a donc paru propre à faire une expérience, et cette expérience a pleinement réussi. La taxe du pain y est abolie. Les conseils communaux, ayant pesé les considérations qui leur ont été présentées, se sont décidés par conviction à voter l'abolition de la taxe. On a attendu, pour la supprimer en effet, que le prix des bleds devint *ferme* par la récolte, et dès le premier octobre le pain a été librement vendu à Alba.

On s'est seulement assuré d'un boulanger qui a pris l'engagement de ne pas vendre son pain au-dessus du prix d'une ville voisine, moyennant une somme assez modique qui lui a été prêtée sans intérêt. Après quelques jours cette précaution est devenue surabondante. Une innovation aussi grave n'a fait naître aucune sorte d'inconvénient, et elle s'est propagée sans difficulté dans toute la province.

Elle a été tentée avec non moins de succès à Ivrée, sous la seule précaution de tenir en réserve à l'hôpital assez de farines pour, au besoin, faire quelques fournées de pain; et cela

n'a pas été nécessaire. D'Ivrée, cette liberté s'est propagée dans presque toutes les communes des environs; elle a été votée partout où elle a été proposée.

Et ce qu'il y a de remarquable, elle a été particulièrement agréable au peuple, aux petits consommateurs, parce que le pain est devenu plus beau, et parce que une petite hausse du bled sur le marché n'a pas fait varier le prix.

On peut par-tout employer, pour prévenir la coalition des boulangers, des moyens analogues à ceux qui ont été adoptés à Alba et à Ivrée, ou bien faire faire en secret, le premier jour, quelques fournées de pain qu'on tient en réserve, et qu'on ne met en vente, à prix discret, que dans le cas où le prix courant serait trop élevé. Ce pain, si on n'est pas réduit à le vendre, est envoyé à un hospice ou distribué à des pauvres; on ne le vend pas, pour ne pas décourager les boulangers.

Dans les grandes villes on établit, pour le compte de la Commune, une boulangerie normale approvisionnée de farine, qui empêche le prix de s'élever et les boulangers de se coaliser. Depuis long-temps ce mode est en usage à Gênes; on va l'établir à Turin.

Le Roi attache beaucoup d'intérêt à l'extension d'une mesure qui est certainement utile, et que S. M. espère généraliser; mais S. M. veut n'y parvenir qu'insensiblement par la persuasion, par la force de l'exemple.

En quelques endroits l'autorité communale regarde la taxe des comestibles comme un droit, comme une prérogative. Le Gouvernement n'entend point la transférer à une autre autorité, mais s'il est démontré que l'exercice en est sans utilité, qu'il est plus profitable de l'abandonner, on regardera sans doute comme une faveur de pouvoir y renoncer.

Le Roi m'a ordonné de vous charger de renouveler dans la Province que vous administrez l'essai qui a déja réussi ailleurs, et de commencer par une ou plusieurs communes à votre choix, dans celles où vous trouverez le syndic et les administrateurs disposés favorablement, c'est-à-dire, convaincus de l'utilité de la libre vente du pain.

Cette opération doit être préparée sans bruit, afin que des esprits prévenus et obstinés ne la décrient d'avance, et ne fassent naître une inquiétude qui donnerait lieu à des désordres; et le moindre désordre, forçant de revenir à la taxe, ferait avorter la mesure projetée.

Il est bon de vous entendre avec l'autorité militaire.

Je dois vous dire que j'ai cherché à connaître ce qu'on pensait du projet de rendre la vente du pain libre. Quelques administrateurs ont témoigné de l'inquiétude sur la réussite. Ceux qui ont une ingérence directe dans la formation des taxes et la protection du monopole, ont avoué que le projet serait utile, s'il pouvait réussir. Les gens du peuple, les hommes des classes inférieures ont raisonné par instinct comme d'habiles administrateurs, et n'ont pas hésité à déclarer, que la suppression des taxes serait un bienfait.

Avant de mettre à exécution les délibérations des conseils civiques que vous aurez obtenues, vous voudrez bien m'informer de vos démarches, des obstacles qui se présenteront, des moyens par lesquels vous comptez les faire disparaître, des précautions sur-tout que vous ferez prendre pour prévenir la coalition des boulangers.

Dès que vous aurez la conviction que l'expérience réussira, vous recevrez une provision royale, qui, suspendant les réglemens locaux, vous autorisera à faire exécuter les délibérations des corps civiques lesquels en auront fait la

demande, même dans le cas où on ne demanderait qu'une suspension provisoire.

Si vous rencontriez de trop grandes difficultés dans une commune, abandonnez-la, adressez-vous à une autre; ajournez même tout essai jusqu'à un autre temps, si vous croyez que cela soit prudent.

Je pense qu'il faut commencer par la ville où vous résidez et par une commune rurale à votre portée, afin de diriger vous-même l'opération en assistant en personne aux premières délibérations, et de la suivre de près dans tous ses détails, sans jamais l'abandonner jusqu'à ce qu'elle ait réussi.

Comme le Roi met beaucoup d'intérêt au succès de cette mesure, ayez la bonté de me tenir régulièrement au courant de toutes vos démarches et de leurs résultats, afin que j'en rende compte à S. M.

Je suis avec une haute considération et un sincère attachement,

Monsieur,

Votre très-humble
et très-obéissant Serviteur,
DE L'ESCARÈNE.

RAPPORTO

Dell'Avv.° Giacomo Giovanetti, Consigliere della Città di Novara, all' Amministrazione della medesima, fatto il 31 dicembre 1832 in nome della Commissione creata con Ordinato 27 stesso mese, per riferire sulla convenienza dell' abolizione delle Tasse annonarie.

La libertà nella vendita delle derrate di prima necessità è riguardata da' più saggi economisti come parte essenziale della libertà annonaria, che la ragione e l' esperienza danno a divedere essere la migliore guarentigia contro la pallida e temuta carestia.

Noi la crediamo altresì intimamente legata co' principj della libertà agricola e commerciale, che sono fecondi di ricchezza, ed ajutano maravigliosamente i progressi della civiltà quando sono applicati con giudizio ad uno Stato come il nostro, nel quale l' ordinamento economico non molto si discosta dalle basi naturali, ed anzi va sempre più alle medesime avvicinandosi.

Per la qual cosa riesce importantissima, e più grande che non pare a prima giunta, la misura suggerita alle Città e Comuni dalla sapienza del Governo di abolire le tasse ed i vincoli del commercio de' commestibili e d'ogni altra derrata.

Ma perchè sovente le abitudini fanno velo al senno de' più sinceri amici della prosperità pubblica, e gl'interessi, che sono nutriti dagli abusi esistenti, ricorrono sempre con qualche effetto alla potenza delle idee ricevute e radicate nelle condizioni della sociale convivenza, ci è d'uopo entrare in circostanziato discorso.

Vogliamo quindi esporre primamente l'origine e lo stato delle discipline esistenti;

2.° Notarne gl'inconvenienti, e gli effetti economici;

3.° Mostrare colla ragione e coll'autorità degli scrittori confermata dall'esperienza, che tali discipline, a vece di raggiugnere lo scopo di contenere la cupidigia de' venditori e procurare la buona qualità, il giusto prezzo e l'abbondanza delle derrate, conducono a conseguenza opposta;

4.° Mettere in palese l'intima relazione de' provvedimenti annonarii con un sistema protettore de' veri interessi economici dello Stato.

5.° Indicare per ultimo le circostanze che costituiscono l'opportunità dell'esecuzione, e le cautele, onde ovviare a' disordini che nascer possono dal rapido passaggio dallo stato disciplinare a quello di libertà, o che si tentasse di suscitare a discredito della misura.

Vedrassi allora chiaramente, che non siamo sedotti noi da speciosi argomenti; che non corriamo dietro a larve di filantropia, ma che raccomandiamo una misura veramente benefica, veramente commendevole.

§ I.

Origine e stato delle discipline esistenti in ordine alla vendita delle derrate di prima necessità.

I Romani, le cui istituzioni radicate ne'nostri municipii attraversarono le tempestose e miserande vicende de'bassi tempi per servire di fondamento alla civiltà italiana, non conobbero altri principj economici tranne quello di assicurare il basso prezzo e l'abbondanza dell'annona. I loro Imperatori, che si erano colla sovversione delle antiche magistrature condotti a non temere che la rabbia del ventre del popolazzo,

niun' altra arte sociale adoperavano, che quella di pascerlo a buon mercato e divertirlo. Questa fu la politica costante sì de' migliori, che dei peggiori Cesari; questa la cura dello stesso Commodo e di Eliogabalo, i nomi de' quali risvegliano l'idea della più efferata crudeltà e d'ogni infamia.

Per riuscire all'intento non seppero i legislatori dell'universo altra via fuor quella di vietare le coalizioni degli speculatori, di punire il monopolio, di tassare le merci annonarie, di forzarne le vendite, e di gravare il pubblico erario di parte del prezzo, le provincie del canone frumentario. Questo è il sunto delle leggi che vennero sino a noi consegnate nella Raccolta Giustinianea, che la maestà dell'Impero, la sapienza di moltissimi responsi, e specialmente l'espressione genuina delle regole eterne della giustizia commutativa raccomandarono alla venerazione dei posteri. — Solamente che le tasse non erano di giurisdizione degli ordini civici: erano riservate alla sovrana autorità. — Al risorgere dell'incivilimento in Italia reggendosi ogni municipio a popolo e con leggi proprie (niuno ignora che colla pace di Costanza acqui-

starono le Città Italiane l' autonomia) i provvedimenti annonarii e le tasse , che ne'vecchi statuti si chiaman *mete* (1) quasi confine alla domanda dell' offerente, e che serbarono fra noi questo nome, furono nelle attribuzioni de' sapienti delle città ossia del minor Consiglio detto anche di credenza. — Noi troviamo quindi negli Statuti Novaresi , ed in quelli delle altre città , tutte le discipline vincolanti e proibitive nell' argomento dell' annona , che hanno finora flagellato il minuto popolo a vece di sollevarlo. — Le invasioni de' barbari e il feudalismo aveano sconnesso ed annientato l' ordinamento economico dell' Impero ; ma la struttura de' municipii era un' immagine della struttura politica di Roma, e colla prima erano sopravvissute le leggi e le consuetudini della seconda. Lo spirito feroce dell' individualismo feudale si era appena allargato ad abbracciare gl' interessi municipali. Al timore di mancare del necessario non potea provvedere la scienza de' benefizi d' un libero scambio, perchè dessa non è frutto di civiltà incipiente. Non potea parlare che lo zotico e

(1) In molti luoghi si denominano *calmieri*: parola derivata da calamo in senso di misura.

naturale instinto, che ricorre all'idea immediata del privilegio e della costrizione.

Mentre però si vedono ne' nostri Statuti accennate le mete delle carni, de'pesci, delle candele di sevo e d'altre cose, non si trova quella del pane. Limitasi lo statuto a prescriverne la buona qualità ed il giusto peso. — Cosicchè le tasse presenti del pane noi crediamo essere nate ad imitazione delle altre, allorchè sotto il regime disastroso degli Spagnuoli il monopolio delle derrate di prima necessità fu dal governo usurpato ed adoprato come spediente atto ad impinguare il tesoro ognora esausto da pessima e ribalda amministrazione.

Il fatto sta, che di presente, oltre al pane, sono sottoposte a tassa dall'ufficio di Provveditura le carni di bue e di vitello, quelle di vacca, di cornetto e di montone, le carni porcine, i salumi, il lardo, la songia, l'olio d'ulivo, il burro, le farine, le paste, il riso, il sevo greggio, le candele di sevo, le legna, il carbone e le castagne. — Non tutte queste tasse sono nominativamente autorizzate da'Bandi politici approvati con lettere senatorie 24 luglio 1779, e tuttora vigenti. — Però v'ha la facoltà a'Provveditori di

tassare ogni sorta di commestibili. — Recano questi Bandi politici inoltre varie misure preventive dirette o ad assicurare la buona qualità delle merci o ad impedirne l'incarimento, od a privilegiare i cittadini. — Giova annoverare succintamente quelle che interessano il nostro argomento, e che sono con poca diversità comuni a molti altri paesi. — I panattieri sono obbligati a tenere un fondo conveniente di frumento di buona qualità, a vendere il pane scevro d'ogni mistura, ben cotto, ben condito di sale, a tenerlo difeso dalle intemperie. È loro proibito di tener in casa, o nel negozio segale, meliga, miglio e riso sì in grano come in farina. — Nel tempo stesso, con manifesta contraddizione, è loro imposto di fabbricare e vendere pane di mistura e di meliga. — È tassata anche la fattura e cottura del pane.

I macellaj non possono uccider bestie senza licenza e bollo de'Provveditori, senza la ricognizione, che questi fanno, de'vitelli morti provenienti dalla montagna. Sono obbligati a tenere in mostra le carni, a venderle a chiunque senza parzialità: sono astretti a vendere il sevo a'fabbricatori delle candele; tenuti ad osservare le

capitolazioni, che si stipulano per a tempo colla città. Il numero de' panattieri e macellaj è limitato per convenzione annuale. Oltre i panattieri di città i soli uomini di Trecate hanno facoltà di vender pane di meliga.

I fabbricatori e venditori di candele di sevo debbono consegnare ogni settimana il sevo che acquistano; non possono esercire il loro mestiere senza licenza de' Provveditori ; sono tenuti a vender candele di buona qualità, senza burro, od altra mistura, con puro, bianco e fine lucignolo di cotone. Debbono tener esposte le candele in pubblico. Sono obbligati di fornire ai pizzicagnoli la quantità di candele, che viene determinata dall'ufficio di Provveditura. Il loro numero è circoscritto a quattro.

I commestibili come pesci, erbaggi, frutta, burro, pollami, selvaggiume, castagne e legumi sono soggetti a visita e ricognizione. Debbono trasportarsi dagli offerenti sulla pubblica piazza. Si distruggono quelli, che per la cattiva qualità possono recar nocumento alla salute.

Questi provvedimenti riguardanti a'commestibili sono fatti comuni al vino, del quale però è libero il prezzo.

A'rivenduglioli non è permesso di comperare se non dopo levato lo stendardo civico dalla pubblica piazza: non possono nè contrattare, nè accaparrare le derrate mentre lo stendardo sventola. Tanto meno andare o mandar all'incontro de'conducenti commestibili, per impedire che li portino al fondaco civico o sulla pubblica piazza. Debbono tenere in mostra le derrate, e non venderle di soppiatto.

La legge dello stendardo è comune, per quanto concerne le biade, a' mercanti e rivenduglioli delle medesime, ed ai panattieri o fornai.

I pizzicagnoli hanno mestieri di licenza dai Provveditori per ammazzare majali; non possono mescolare colle carni dei medesimi carni che comunemente non si abbiano per cibarie, nè comperar carni non suine, fuor le lingue di manzo da salare e le carni per uso della famiglia.

Delle discipline, che toccano il peso e le misure, non occorre ricordo, perchè non fanno all'uopo. Ben diremo, che lo stendardo civico sta esposto sulla piazza, ove si fa mercato dei commestibili, sino ad un'ora determinata del mattino secondo la stagione, e che non solo ai

rivendugliòli, a qualunque forastiere è vietato di comperare derrata alcuna innanzi il trascorso di tale ora, affinchè gli abitanti della città possano comodamente provvedersi a preferenza di ogni altro.

Veniamo ora al modo con che si fanno le tasse.

Quella del pane è attualmente fondata sul principio, che essendo il frumento a lire venti di Piemonte il sacco, il pane si venda ventiquattro centesimi la libbra. Si calcola il prezzo del frumento sul prezzo adeguato degli ultimi quindici giorni, escluse le vendite a respiro.

Non si fa luogo ad aumento o diminuzione di tassa se non quando tra il prezzo, che servì di base all'ultima tassa, ed il nuovo prezzo adeguato corre la differenza di lire due.

La tassa della carne di bue è stabilita sul prezzo adeguato dei buoi notificato dai veterinarj, e su quello, che viene comunicato dalle amministrazioni comunali dei luoghi del Piemonte, in cui si tengono fiere e mercati d'armenti bovini. Quella della carne di vitello dipende dalle notificazioni di un impiegato dell'amministrazione civica di Varallo, onde provengono i vitelli.

La tassa del burro è stabilita pure sulle notificazioni di Varallo, coll'aggiunta delle spese di condotta, del compenso per la diversità del peso, d'un utile pel venditore, d'un maggiore pel rivendugliolo e d'un aumento ancora di quattro o cinque soldi pel burro di bergamina più grasso e più sostanzioso del montanino.

Il riso è tassato sul prezzo ragguagliato del riso di schiuma, che è la qualità più scelta, coll'aggiunta d'un utile al venditore.

La tassa del sevo è desunta dal valore dei buoi, e serve di base a quella delle candele, coll'aggiunta d'un profitto al fabbricatore ed al rivenditore. Le altre tasse dipendono anch'esse dalle informazioni, che assume l'uffizio d' provveditura.

§ II.

Degli inconvenienti, e degli effetti economici delle tasse annonarie.

Le tasse vogliono essere considerate per se stesse, e poscia col corredo de'provvedimenti vincolanti, che abbiamo accennati. — Considerate per se stesse, non possono che definire il

prezzo medio delle derrate di media qualità. — Altrimenti se l'amministratore adotta un prezzo inferiore, suscita le grida de' venditori, ed ove ad esse non si commuova, sbandisce le derrate dal mercato. — Commodo e Giuliano Imperatori hanno voluto diminuire il prezzo de' commestibili oltre il dovere, e ne cagionarono un' estrema penuria: gli spaventevoli effetti del *maximum* con cui la Convenzione nazionale di Francia avea preteso di rendere i ricchi ed i commercianti tributarii de' soldati e della plebe, lasciarono una memoria, che scuote ancora vivamente gli animi: perciò egli è forza consultare il prezzo medio o del grano o dei bestiami o delle altre cose per procedere alle tasse: perciò, riguardo al pane usavano un tempo i Toscani la scaletta, cioè proporzionavano, come noi, il prezzo del pane al valor corrente del grano. — Il quale metodo ritiene presso a poco la Francia, ed era pure seguito anticamente a Londra. — Per retta conseguenza tutte le oscillazioni tra il prezzo medio ed infimo sono in favore del venditore, e manca in questo ogni interesse di offrire merci di ottima qualità. — Anzi tutte le gradazioni tra il medio e l'infimo assoluto

della qualità sono altrettanti vantaggi, che la legge gli assicura sopra il compratore. — Questo non basta. Restano a danno del pubblico tutte le frodi colle quali si elevano ad arte i prezzi medii, tutti gli errori che possono commettere gli amministratori nei calcoli, tutte le negligenze delle persone a ciò preposte, e diciamolo pure (poichè parlando di uomini si può tener conto della facilità di corromperli senza far torto ad alcuno) ogni malversazione degli impiegati subalterni. — Nessun errore o maneggio può nuocere ai venditori, perchè se ne richiamerebbero immantinente. — Il pubblico od ignora le cagioni dello sproporzionato incarimento, o non ha voce per mettere doglianze efficaci. — D' uno speciale vantaggio godono i venditori di merci tassate nelle provincie confinanti colla Lombardìa, ed è che le tasse sono fissate in moneta nuova di Piemonte, e il popolo paga in moneta di Milano, e vi perde il cinque per cento e più.

Un vantaggio poi comune dappertutto hanno i venditori ne'ritagli minori della libbra perchè il compratore ha contro di sè tutte le minute frazioni. Per esempio, supponiamo una merce

tassata venticinque centesimi la libbra: per mezza libbra è d'uopo dare tredici centesimi; per un quarto, sette.

Entriamo in qualche particolare.

Quantunque sia libera la vendita del grano, i panattieri hanno interesse e più mezzi per elevarne il prezzo.—Mandano a vendere, e ricomprano il grano a quel prezzo che hanno divisato. S'intendono con qualche particolare o coi sensali per lo stesso effetto. Si uniscono anche tra loro per sostenere la perdita di alcuni acquisti espressamente fatti a caro prezzo. — Sono diligentissimi nel domandare instantemente gli aumenti; sono ritrosi nell'ammettere le diminuzioni.—Cuocciono men bene il pane, perchè riesca più pesante; procurano di depurare il meno possibile le farine, ne aumentano il peso coll'inumidirle, ovvero inumidiscono il grano prima di farlo macinare; introducono farine estranee a dispetto d'ogni proibizione; defraudano facilmente nel peso; sostituiscono il ranno al sale, e sono sempre sicuri di vendere, perchè il monopolio legale li guarentisce dalla libera concorrenza; l'accordo costante fra essi, da ogni emulazione industriale; una prepotente necessità,

dalla mancanza di accorrenti; la tassa, da ogni esibizione minore.

Per mala ventura, all'interesse de' panattieri s'unisce quello de' fornitori militari, che dalla Azienda di guerra sono pagati sul prezzo adeguato del grano. I fornitori ricorrono ad ogni maniera di spedienti, perchè il prezzo medio compaia elevato, e così il sistema di detta Azienda contribuisce a rovinare il pubblico.

Per ultimo, non conviene ommettere la riflessione, che nel calcolo de' prezzi medii entra anche quello del grano più eletto, che certamente non torna a'panattieri e fornitori di comperare, mentre viene escluso il prezzo del grano infimo, e non panizzabile, e che dal modo d'instituire il calcolo non possono a meno di essere favoriti i venditori, perchè troppa esattezza e troppo penosa operazione richiede la ricerca del vero prezzo medio.

Questi inconvenienti si ripetono riguardo alle carni di bue e di vitello, e parimente de'majali. Con questo di più, che la base non è neppur quella della libera contrattazione, come avviene del grano; ma si toglie da notificazioni ed informazioni, nelle quali l'infedeltà, l'arbitrio,

l'errore ricadono sempre a danno del pubblico, giammai de' venditori. Ed ugualmente ricade a danno del pubblico il favore che si fa ad alcun particolare di non dargli aggiunta quando paghi le carni qualche cosa più della meta: l'aggiunta rimane così a chi compera a rigore di tassa.

A questo proposito giova notare due singolari assurdi: 1.° l'uso di aumentare d'un soldo la tassa delle carni nella ricorrenza del Natale e della Pasqua, che è il tempo del maggiore spaccio; 2.° l'uso di tassare per tutto l'anno le carni suine, il lardo ed i salumi in gennajo, che è il mese in cui i majali costano più caro. — Potremmo scendere a più minuta analisi, ma temiamo di venire in fastidio, e d'altronde non faremmo che richiamar l'attenzione sopra cose notissime. — Pure non vogliamo pretermettere, che la tassa del riso autorizza i rivenduglioli ad esigere il prezzo elevato del riso di schiuma, che il popolo non gusta mai; e che si vide per esempio la tassa delle legna non variare dal 1828 al 1831; sussistere anche in oggi quest'ultima, e la tassa delle castagne dal 1825, quella del carbone dal 1830 a questa parte mantenersi allo stesso livello. I venditori godono in silenzio. Il popolo sopporta il peso d'ingiuste tasse.

Che se si considerano le tasse col corredo dei provvedimenti che abbiamo accennati, o simili, non risulta che viemeglio assicurato e protetto il monopolio, e tolto ogni stimolo al perfezionamento dell' industria, sia dal lato delle fabbricazioni, sia dal lato delle provvisioni fatte con opportunità, sia dal lato d' ogni altro raffinamento commerciale. Non siamo per condannar punto le misure tendenti ad escludere dal commercio le derrate insalubri o portanti la distruzione di commestibili, che possono ingenerare malattie. — Stimiamo anzi lodevoli le discipline profilatiche; e sebbene ci pajano più convenienti le punitive che le preventive, tuttavia non vogliamo mescolare intempestivamente questo discorso a quello, che versar non debbe se non sulle discipline economiche. — Queste o sono inutili od inefficaci o perniciose. — Inutili, come la prescrizione a' panattieri di tenersi forniti di farine, quasi che questo non sia il loro interesse, e quella di tenere il pane riparato dalle intemperie. — Inefficaci, come il comando di fabbricar il pane a dovere, di vender commestibili di buona qualità, ed a giusto peso; il divieto a' rivendugliòli di comprare od accapar-

rare innanzi una data ora. — Perniciose, come la vendita forzata del sevo a'fabbricatori di candele, e delle candele a'pizzicagnoli; la facoltà di vender pane, carni ed altro, ridotta a mano di privilegiati speculatori, e la preferenza accordata agli abitanti per molte ore del mattino sovra il forastiero, a cui anzi si dovrebbero agevolare le provvisioni per allettarlo a venire in città, e per accrescere il numero delle domande, il quale promuove il concorso degli offerenti.

Quale sia stata e sia l'influenza economica di tutto questo ognuno lo sa. — Caro il pane, cara sulla nostra piazza ogni specie di derrate, inferiore la qualità del pane, mediocre quella delle carni, cattive le candele di sevo, i mercati de' commestibili attristati dal privilegio dello stendardo, che non giova agli abitanti, augustia gli offerenti, e rende vittima gl'ignoranti della cupidigia de' servienti civici; e che in una parola diremo con Melchiorre Gioia non essere, che un residuo di quel basso sentimento, che facea credere a' Romani degenerati di avere il diritto di essere mantenuti a preferenza ed a carico dell' universo soggiogato da'loro avi. Aggiungasi la disorbitanza del valore della mano d' opera,

conseguenza necessaria del caro del pane, e dei commestibili. Noi paghiamo ad alto prezzo la manifattura più grossolana, il domestico più dozzinale. Questi sono gli effetti de' regolamenti annonarii, i quali producendo un funesto monopolio nelle derrate di prima necessità, obbligano poi i Governi a gravitare co' dazi sulle manifatture estere per sostenere la concorrenza almeno all' interno, e finiscono col creare anche il monopolio industriale, coll' abbattere il commercio, che è la vera vita delle nazioni, e collo arricchire pochi fabbricatori e venditori, riducendo l' universale alla miseria. — Alla quale verità daremo a suo luogo più ampio sviluppo.

§ III.

La ragione, l' autorità degli scrittori e l' esperienza dimostrano, che le discipline e le tasse annonarie sono dannose a vece di essere utili.

La plebe, sempre usa a dolersi quando è ascoltata, si lamentava del caro. Quali rimedii apprestassero gl' Imperatori romani, lo vedemmo. — Nella servile imitazione de' provvedimenti

annonarii di Roma e Costantinopoli consistette per secoli la scienza economica de' Governi Europei. — Per secoli ha pesato, come pesa ancora sopra molti popoli, il più doloroso monopolio. — Le derrate non corrono a render frequente un mercato, se non quando vi ha probabilità di pronto smercio a prezzo conveniente, se non quando la vendita è pienamente libera. — Le leggi vincolanti il giro delle derrate o la loro contrattazione o la preferenza degli acquisitori disertano i mercati, e cagionano la penuria che si è voluto prevenire. — Le leggi, che tassano il prezzo, spengono l'interesse ne'venditori di procurare la migliore qualità, di offerire a prezzo minore. — Favoriscono sommamente l'inerzia, che è nemica a'progressi dell'industria. — Queste sono proposizioni, che non hanno mestieri di essere provate con ragionamenti. — Chi volesse dilettarsi a leggere il Cantalupo, lo Scrofani, il Paoletti, il Fabbroni, il Mengotti, e meglio ancora il Gioia, ne troverebbe replicate ed amplissime dimostrazioni. Vero, che non mancarono uomini celeberrimi, e tra essi citeremo il Presidente Carli, che, per esempio, in ordine alla tassa del pane credettero non abbastanza approfon-

dita la questione, ed a' quali parve pericoloso il togliere di mezzo un' antica consuetudine, a cui da tanto tempo s' erano piegate l' economia e la direzione de' contratti. — Lo stesso immortal Beccaria, mentre professava l' avviso, che la miglior legge intorno alla panizzazione fosse questa — *faccia pane chi vuole, e sia punita la frode* — dubitò, se convenisse consentire a' panattieri la libertà del prezzo, quasi che fosse necessario di lasciare alla minuta economia ed ai casalinghi calcoli della piccola industria popolare l' idea precisa e costante d' un prezzo fisso e determinato.

Ma i dubbi di que' grandi uomini sono stati dissipati dalla riflessione sul passato e dalle posteriori esperienze.

Diocleziano procurò un'atroce fame in Oriente volendo tassar l' annona in tempo di penuria. Non meno infelici tentativi fece la comune di Firenze ne' secoli decimoquarto, decimoquinto, decimosesto. decimosettimo e nello stesso secolo decimottavo, come insegna il Fabbroni, e fu sempre ridotta dall'imperiosa necessità a dire a' fornai — *andate a far pane, e vendetelo come volete.* — Quando nel 1792 si volle in Firenze

tassar le carni, la città mancò d'agnelli. Milano nel 1797 mancò di burro, perchè volle annullare i contratti fra le cascine ed i pizzicagnoli. — Alfonso il savio in Ispagna volle tassare i viveri, e chiamò nel regno la fame. I suoi successori, tuttavolta che tornarono a quel pernicioso sistema, s'avvennero nelle stesse conseguenze. — È naturale, che gli offerenti fuggano di là dove un privilegio iniquo gli espone a perdere. — Volgiamoci ora a guardare gli effetti della libertà.— « Allorchè, dice il citato Fabbroni, Leopoldo » spezzò in Toscana i minuti vincoli che incep- » pavano l'arte del panattiere, ciascuno si trovò » talmente contento della superiore abilità de' » fornaj, che parve economico al pubblico di » lasciar fare il mestiere a chi sa: molto diminuì » per questo la panizzazione domestica; quasi » non più venne intorbidata la quiete con tal » pretesto, ed il nome di fame e carestia non » fu pronunciato durante una intera generazio- » ne.—Oltre i fornaj urbani, si videro concor- » rere alcuni minuti panizzatori sulle pubbliche » vie, e gli speculatori delle campagne. — Dal » libero conflitto degli interessi ne emerse il » miglior pane, ed il miglior vantaggio per la » massa degli speculatori ».

Il riguardo di agevolare co' prezzi fissi al popolo il calcolo domestico, comunque sia suggerito da un Beccaria, non è di qnel momento, che a prima giunta può comparire. Vi hanno derrate di eguale giornaliera necessità, come il vino, gli erbaggi, il pollame, il selvaggiume, il formaggio, i pesci d'acqua dolce e di mare, le droghe, lo zuccaro ed altre cose moltissime; eppure il popolo non ha d' uopo del sussidio delle tasse per calcolare. Il popolo ha più tempo e più attenzione che non si pensa, per ciò che tocca davvicino il suo interesse, e non sarà male il privarlo d'una comodità, che non giova in sostanza se non a fomentare l'inerzia mentale già troppo grande nelle ultime classi.

Vero beneficio pel popolo sarebbe di persuaderlo, e costringerlo all'uso delle misure, dei pesi, e delle monete decimali, giacchè si salverebbe per tal guisa dagl' inganni, dagli errori e dalle fastidiose operazioni de' ragguagli e dei cambi. — Questo sarebbe semplificare le contrattazioni; ma stabilire il prezzo legale alle derrate, non è che illudere e procacciare alla ingordigia de' venditori la tranquillità, di cui non potrebbero godere a fronte della libera concorrenza.

I regolamenti annonarii adunque chiamano in paese la penuria a vece della sperata abbondanza, escludono la buona qualità delle derrate, impongono ai compratori un prezzo superiore al vero valore delle medesime, e gli assoggettano a tutte le perdite cagionate dalle frodi, dall'arbitrio, dalla trascuratezza e dalla prevaricazione. —La libera concorrenza impedisce questi mali, e procura l'abbondanza, l'ottima qualità, il giusto prezzo.—Una luminosa prova, che il popolo non guadagna colle tasse, ci viene somministrata dal fatto notorio che i panattieri ed altri venditori di merci tassate s'accontentano di fornire le corporazioni, i collegi, i seminarii ed alcuni particolari a prezzo minore della meta; che per esempio le legna si comprano all'ingrosso a molto minor prezzo della tassa e di miglior qualità, che non vendonsi nelle soste; che lo stesso è dell'olio. Nè varrebbe qui la risposta, che nelle forniture all'ingrosso il venditore può agevolare sul prezzo, giacchè quando si tratta di merci di prima necessità, il consumo è sempre proporzionato alla popolazione, e quindi pressochè certo. — Non v' ha dubbio altronde, che in qualunque prezzo minore della tassa il venditore

ha computato dentro un onesto guadagno senza
del che non l'avrebbe consentito. — Dunque la
differenza tra le contrattazioni, che accennammo
e le tasse rappresenta la misura della perdita
che il sistema delle tasse fa provare al pubblico.
Dunque conchiuderemo, che a ragione il principe
degli economisti italiani Melchiorre Gioia
sentenziava non essere la tassa o calmiere il
mezzo conveniente per ottenere le derrate di
buona qualità ed a buon prezzo. — Aggiunge
egli essere spediente dispendioso ed impolitico,
e facilmente gli si accorderà anco questo. Imperciocchè
costa sì il procurarsi le notificazioni,
come l'ufficio che determina i prezzi legali. —
Costa assai più, se avviene che s'abbiano a risarcire
i venditori onde mantengano a basso
prezzo il pane. — Dall'altro canto quando il
prezzo sta per crescere, il popolo s'affolla a provvedersi,
i venditori procurano di negare le dimande,
e nascono risse, talvolta sedizioni.—L'incarimento
poi è sempre attribuito a negligenza,
durezza o prevaricazione dell'autorità. — Delle
diminuzioni nessuno è ringraziato. — Abolite
le tasse, vien meno ogni soggetto di guai e di
querele, ogni argomento di perturbazione a co-

loro, che spiano le occasioni per togliere al Governo la forza morale discreditandolo e rendendolo odioso.

A corroborare coll'esperienza i vantaggi della libera concorrenza rispetto al pane, che in sostanza è l'articolo di maggior momento, ci sono additati gli esempi della Toscana, di Genova, di Alba. — Vi potremmo aggiungere Venezia, ove non si conobbero mai tasse, e Londra, ove da venticinque anni a questa parte si esperimenta con ottimo frutto l'abolizione delle medesime. Anche a Padova nel 1807 il Prefetto di quel dipartimento procacciò gli stessi vantaggi coll'introdurvi qnesto sistema.

Sebbene non occorra confermare queste conchiudentissime allegazioni con maggiori parole, ci piace ricordare, a proposito della Toscana, quanto pronunciava il primo agosto 1819 dinanzi l'Accademia dei Georgofili il suo vice-presidente Cavaliere Uberto De-Nobili: « Nel corso di più
» d'un mezzo secolo, dicea egli, da che furono
» sciolti in Toscana i vincoli, e soppressi i prov-
» vedimenti pel commercio dei generi frumen-
» tarii sono accadute tali e tante vicende da di-
» mostrare ai più increduli ed ostinati, che a

» quella savia misura è unicamente dovuta la
» tranquillità e l'agiatezza, che godè questo
» paese nei tempi più calamitosi, se veniva com-
» parata alla tanto più dura situazione dei paesi
» limitrofi, e che quella è l'unico e vero palla-
» dio della sua prosperità e sicurezza. » — Pro-
segue il valente Accademico narrando, come al-
cuni ignoranti e maligni non cessano tuttavia
di deplorare i perniciosi effetti di questa libertà,
cui negano i vantaggi della concorrenza, e ci-
tano per campione di battaglia l'enormità del
prezzo del pane in confronto di quello del grano.
— Alla quale accusa risponde vittoriosamente
coll'esempio del pane fine e soprafine, chiamato
in Lombardia d' *arbitrio*, che negli stessi paesi
soggetti ai più stretti regolamenti è lasciato,
tanto riguardo al prezzo che al peso, in libertà
dei contraenti; che non si trova nè in Toscana
nè altrove superiore al giusto prezzo, e che dopo
la proclamata piena libertà annonaria in quella
contrada si fece di uso molto più comune.

Se pertanto le tasse sono più dannose che
utili; se la loro abolizione non le ha fatte desi-
derare, ed ha migliorata la condizione de' com-
pratori; se i vincoli annonarii sono contrari ai

sani principj d'economia politica, non possiamo non affrettarci a liberarcene.

Non è a temersi che manchiamo nè di pane, nè di altri commestibili. Non mancano nè scarpe, nè cappelli, nè le derrate d'oltremare, nè quelle d'oltremonte. Ripetiamo, che le merci accorrono dove hannovi compratori, e la libera concorrenza producendo l'abbondanza, e moltiplicando le offerte, riduce i prezzi al giusto ed all'equo. — Le città più popolose, sebbene mediterranee, non mancano mai d'ogni sorta di derrate, e si trovano sui loro mercati a minor prezzo, che ne' luoghi stessi d'onde provengono. — Si neghi ora il magico effetto della libertà annonaria.

§. IV.

Dell' intima relazione de' provvedimenti annonarii con un sistema protettore de' veri interessi economici dello Stato.

I Governi d'oggidì, più illuminati e più savi che gli antichi, a vece di discervellarsi nell'invenzione di regolamenti pel commercio interno,

fidati con ragione agli stimoli dell' interesse e del bisogno, aprono comode strade, fabbricano ponti, scavano canali, e procacciano d'ogni dove la sicurezza de' viaggiatori e delle proprietà. — Questi sono i veri spedienti per agevolare i trasporti colla spesa che si può minore, e per far abbondare le merci dove sono domandate.

Ma essi non producono tutto il frutto, che a ragione se ne deve aspettare, se i vincoli annonarii suppliscono il pessimo ufficio delle cattive, e malsicure strade, e de' fiumi non traghettabili, ed allontanano, ed angustiano gli specolatori, ovvero proteggono un funesto monopolio. — Se non si tolgono questi vincoli, non si ottiene l' abbassamento del prezzo delle derrate; non può quindi abbassare la mano d' opera, e questa non può applicarsi utilmente alle manifatture.

Ecco per tal modo recato in mezzo da' provvedimenti annonarii un grave ostacolo al miglioramento progressivo dell' intero sistema economico d' uno Stato. Imperciocchè gli agricoltori consumando pel caro prezzo del grano maggiori capitali nella coltivazione, domandano l' esclusione del grano estero; i manufatturieri consu-

mando maggiori capitali anch' essi nell' impiego delle forze umane, domandano dazii gravissimi; e siccome le materie prime proprie di queste regioni, come la seta greggia, corrono a maggior vantaggio ne' mercati esteri; insistono, perchè si mantenga loro il fatale privilegio della proibita estrazione. — Quindi l' agricoltore, per vestirsi e procurarsi i più comuni godimenti, deve fare maggiori spese; quindi il commercio intralciato, aggravato; quindi una povertà desolante se non fosse la fecondità naturale di questa bella parte d' Italia, che la velasse. — Nè qui s' arrestano i mali di un primo passo falso, e contrario a quella legge eterna di socialità, la quale vuole, che siano lasciate liberamente agire l' industria agricola, commerciale e manufatturiera sin dove l' una all' altra veramente non nuocciono. — Imperciocchè da un canto le leggi aggravanti e vincolanti la consumazione cagionano gravissimo e sproporzionato dispendio all' erario regio; dall' altro rendono impari i popoli a sostenere i tributi; e finalmente creando un contrabbando permanente, sconcertano sommamente il commercio, distruggono la buona fede, affievoliscono il prezioso sentimento della ubbidienza,

e demoralizzano i paesi intieri e massime i limitrofi.

Il Colbertismo, quel fatuo sistema, che con esagerata protezione delle manifatture divide le popolazioni in pochi opulenti, ed invidiati monopolisti, ed in molti cenciosi, e riottosi proletàri, dominava anche in Toscana, e Pietro Leopoldo incominciò colla libertà frumentaria a consolar quella contrada, ed a moverla a quelle speranze, che furono successivamente secondate dalla tariffa daziaria del 1781, e compiute da Ferdinando III coll'accordare la libera estrazione delle lane, degli alabastri e delle sete greggie. E l'esperienza venne ad attestare il sapiente accorgimento di quegli ottimi Principi.

All'ombra di tale salutifera libertà ogni genere d'agricoltura andò migliorando e facendosi grande; e si moltiplicarono, e prosperarono le manifatture di lana, quelle dell'alabastro e quelle della seta. — In ogni paese essenzialmente agricola convien lasciare alle produzioni naturali del suolo quella libertà, che richiama la libera concorrenza, che impinguando l'agricoltore accumula i capitali, che prima animano il commercio, poi creano le manifatture. Tengasi po-

vero l'agricoltore, il commercio sarà languente, e il dazio più esagerato, le proibizioni più severe non forniranno mai alle fabbriche i capitali necessarii per gareggiare cogli stranieri. — Tengasi povero l'agricoltore, e non abbonderanno mai le braccia necessarie per essere applicate all' industria manufatturiera, perchè le popolazioni crescono solamente là dove abbondano i mezzi di sussistenza.

Or veggasi, se non avevamo ragione noi di notare l'importanza, e la grandezza della misura, che ci viene proposta. Ella è il primo e più indispensabil passo verso un sistema economico, che ci sottragga alle funeste conseguenze del dominante Colbertismo. — Carlo Alberto comincia come Pietro Leopoldo, ne seguirà le orme in tutto, e compirà il beneficio, come lo compiè Ferdinando III.

Che se l'ottimo nostro Sovrano con questi nobilissimi esempi dinanzi gli occhi vorrà poi rapidamente promovere la prosperità materiale dei suoi sudditi, incoraggiarne con efficacia l'industria, e condurla a quel grado di raffinamento, che è il vanto degli stranieri, non ha che a diffondere con ogni diligenza l'istruzione, e spe-

cialmente la primaria. Imperciocchè ella è sentenza verissima, e proverbiale, che le nazioni ignoranti non saranno mai industriose.

§. V.

Dell' opportunità dell' abolizione delle tasse annonarie, e delle cautele, colle quali conviensi accompagnare.

A questo passo non è mestieri spiegar maggiormente quanto concorde sia il nostro suffragio al cenno sovrano, nè quanto plauso gli si debba, nè con quanta premura convenga secondarlo. Giudichiamo altresì, che non alla sola abolizione della tassa del pane abbiamo ad attenersi, ma si debba estendere a tutte le tasse.

La coscienza dell' utilità della misura infonder dee il coraggio di colpire ad un sol tratto ogni maniera di monopolio e di privilegio. Colti essendo tutti gli interessati ad un tempo, la loro attenzione sarà divisa sopra l'interesse individuale, e si potranno meno agevolmente unire in uno sforzo comune per discreditarla, e per eluderla. Ciascuna classe di monopolisti è un nemico;

che hassi a combattere. Se con timido consiglio si prendono ad uno ad uno, tutti accorreranno co'lamenti, co' paralogismi, cogl' intrighi in soccorso dell'attaccato. Le battaglie saranno molte, lunghe, più disputate. Le abitudini metteranno contro di noi nella bilancia quella forza d'inerzia, che tanto impedisce i progressi sociali. Il frutto verrà lento ed alla spicciolata: quindi meno eloquente agli occhi del volgo.

Se adottata la massima dell'abolizione generale, abbiamo a parlare dell'opportunità, ci pare che trattandosi di un paese mediterraneo, rispetto al quale il chiarissimo Galliani ha già da gran tempo giudicato applicabile con vantaggio il sistema della libertà annonaria, come l'aveva giudicato applicabile alla Toscana ed a Genova, che sperimentarono vero il presagio, non occorre attendere se non il momento, in cui gli speculatori resi alla libera concorrenza possono, per l'abbondanza e pel minor valore delle derrate, moltiplicar più facilmente le offerte. Non diremo questo per tutte le derrate, ma sibbene per il pane e per la carne di bue e di vitello, che sono gli oggetti, che più interessano, e che potrebbero dar luogo alle maggiori censure del si-

stema della libertà. Altrimenti non si potrebbe procedere ad un tempo per ogni cosa.

Parlando del pane, e delle carni abbiamo ad osservare, che il mezzo d'autunno è vicino abbastanza alle messi già raccolte, ed al tempo in cui gli agricoltori offrono volentieri il bestiame onde non mantenerlo d'inverno, per non giudicarlo tempo opportunissimo all' eseguimento della meditata misura.

La sola cautela poi, che la debba e la possa accompagnare, a parere de' più prudenti economisti, consiste nello stabilire un' officina per conto del pubblico, come nota il Paoletti essersi fatto saviamente in Firenze appunto pel pane e per le carni, come si adopera in Genova, e come la ragione di leggieri persuade.

Nè si tema, che gli speculatori privati non possano allora sostenere la concorrenza. — Hanno essi sopra il pubblico il grande ed incalcolabile vantaggio dell' industria, dell' attività e della vigilanza personale, che impiegate per conto proprio riescono assai più fruttuose.

Conclusione.

Se possiamo affermare col lodato Paoletti, che invano si fa conto delle tasse in peso e prezzo per contenere l'avidità de' venditori, poichè simili regolamenti furono sempre elusi, e che ciò che si pretendeva di ottenere colle leggi restrittive, più agevolmente senza pena, e con più sicurezza si cerca nel sistema della libertà colla moltiplicata concorrenza de' venditori;

Se ad assicurare il buon esito della misura conviene l'abolizione generale delle tasse al tempo indicato, e colla cautela di stabilire per conto del pubblico le opportune officine, non ci rimane, che a proporre come corollario de' nostri ragionamenti la seguente risoluzione:

1.° È libero a chiunque di fabbricar pane di ogni qualità, e di venderlo senz'obbligo di essere provvisto di farine.

2.° È pure libero il mestiere di macellajo ne' recinti prescritti, e quello di pizzicagnolo e di fabbricatore di candele di sevo.

3.° Sono abolite tutte le tasse solite stabilirsi dall' ufficio di Provveditura per qualsivoglia derrata.

4.° Chiunque sia abitante della città, sia forastiero, sia che compri per rivendere, sia che lo faccia per conto proprio, potrà in ogni ora liberamente contrattare sulla pubblica piazza, ed altrove ogni sorta di commestibili o di altre derrate.

5.° Sono abrogati i Bandi politici nelle parti contrarie a' precedenti articoli.

6.° La presente risoluzione sarà mandata ad effetto col primo ottobre prossimo venturo.

7.° Per cura de' signori Sindaci, e previa l' approvazione del Consiglio duplicato, saranno per detto giorno stabilite ed aperte per conto della Città due officine, l'una per la vendita del pane, l' altra per la vendita delle carni di bue, e di vitello.

LETTERA

Scritta dal Barone e Commendatore Giuseppe Manno, *Primo Uffiziale del Ministero degli affari Interni*, *al signor* G. P. Vieusseux, *Direttore dell'Antologia di Firenze, ed inserita nel fascicolo del mese di gennajo corrente anno di questo Giornale.*

Stimatissimo Vieusseux,

Io fui uno dei primi ad applaudire all'utile divisamento per cui la vostra Antologia contiene ora in ciaschedun fascicolo una serie di notizie compendiose, che chiariscono lo stato ed i progressi di ogni cosa appartenente alle arti, all'industria, al commercio ed alla pubblica economia delle varie province d'Italia; ed al primo annunzio che me ne deste, io mi profferii ancora a somministrarvi qualcuna di tali notizie, semprechè l'importanza delle cose mi vi animasse

e quella dei pubblici miei doveri me lo consentisse.

Mi è grato di poter oggi soddisfare ad una parte di questo debito, dandovi contezza di quanto dal Re nostro va operandosi in una materia, la quale se non è delle più difficili della scienza economica in quanto al giudizio da portarsene, lo è certamente in ciò che riguarda l'eseguimento di tal giudizio. Io intendo parlare della tassa, ossia meta dei commestibili, e di altri generi di quotidiana consumazione, assoggettati infino ad ora in tutto il Piemonte a questa regola; e voglio non già lodare la persuasione in cui è il giovine nostro Monarca dei danni e degli errori di tal tassa, poichè gli studii da lui fatti in ogni scienza politica, e la perspicacia della sua mente hanno da lungo tempo ingenerato nell'animo suo questa persuasione, ma solamente tener conto dei mezzi coi quali ha egli stimato di aggiugnere il suo scopo; mezzi pei quali la lode di prudenza è per mio avviso preferibile a quella di scienza, nulla essendo più dannoso come il credere che basti il disinganno a sbarbare le vecchie abitudini, e che l'uomo di stato possa sicuramente intraprendere tutto ciò che il filosofo evidentemente dimostra.

Questa prudenza era per certo virtù necessaria in una materia qual è questa, in cui il correre lungo dei secoli ha fatto che trovinsi come riuniti in un fascio e prestinsi forza a vicenda molti interessi di varia e potente natura. Avvi l'errore di chi crede che si possa dar legge alla carestia infrenando il traffico delle cose necessarie al vitto. Avvi il timore di chi non cura le dimostrazioni le più lampanti, se chi le combatte le dice rischiose. Avvi il grosso guadagno di un monopolio così importante, e con esso la copia dei sussidii che dà la ricchezza perchè non se ne dissecchi la sorgente. Avvi l'amore dei privilegi municipali per chi governa dall'alto quell'industria ; e l'incentivo dell'illecito lucro per chi maneggiando nel basso le minute bisogne, aggrava gli effetti naturali della tassa con l'omessione di quelle poche salutari cautele che potrebbero in qualche parte compensarne il danno; talchè il popolo a cui prò sembra indiritta una legge così stretta, è condannato a pagare ad un tempo la soverchia sollecitudine di chi fa la legge, e la troppa tolleranza di chi la pone in eseguimento: e ciò con tanto maggiore sua perdita, inquantochè questo eseguimento dee per

la condizione delle cose commettersi a ministri non sempre incapaci di corruzione, i quali sono pur essi i veri indirizzatori di questi negozi, poichè i consigli municipali mutansi periodicamente e deliberano ad intervalli, e gli officiali subordinati durano perenni.

Questo cumulo d'interessi, per cui la tassa è rispettata da alcuni come un palladio di pubblica tranquillità, e stimata da altri o come cagione di ricco commercio, o come esercizio di potere, o come materia di venale arbitrio, dee far andar guardingo chi imprende ad abolirla; sia perchè non è mai buona mutazione quella che si opera col turbare la quiete dei cittadini; sia perchè nelle cose che sono oggetto di popolari pregiudizi, a poco vale l'aver con sè la ragione, se non si ha il buon successo, e l'esperienza mal tornata è pel volgo un argomento senza replica, e una consagrazione delle erronee sue opinioni. Anzi se avvi materia in cui debbasi andar più riguardoso nel contrariare questi pregiudizi, e in cui torni più duro il trarre a sè l'universale, questa è dessa: talchè anche nella nostra età, in cui lo studio delle cose di governo è cotanto propagato, s'incontra talvolta

chi accomodandosi alle teorie le più rischiose dell'alta politica, paventerebbe nondimeno l'esperimento di qualcuno dei canoni i meglio chiariti della civile economia, ed acconsentirebbe, a modo di esempio, alla libertà della stampa, ma non alla libertà della fabbricazione delle paste.

Volendo adunque il Re condurre la cosa con riguardo per condurla con sicurezza, e secondato in questo saggio suo divisamento dall'egregio Ministro dell'Interno il Conte De l'Escarene, incominciò dal fare un saggio dell' abolizione della tassa in una sola delle province dello Stato. Quella d'Alba parve accomodata all'uopo. Non prossima e non discosta dal mare, montuosa in parte e in parte piana, non delle più feraci per biade, composta di alcune città e di molti grossi borghi, questa provincia sembrò riunire in sè condizioni tali a renderla più propria all'esperienza che volea tentarsi: e l'esperienza vi riuscì a meraviglia. La tassa del pane vi si abolì a richiesta dei consigli stessi municipali investiti dell'autorità di formarla; poichè si volle che ciò che era in principio un suggerimento e un invito della suprema autorità, si convertisse in una domanda degli amministratori del comune, allorchè le ragioni di quel cambiamento avessero

cattivato il loro consenso. E così si deliberò che al primo del passato ottobre, tempo in cui il prezzo del frumento ha la maggiore sua stabilità pel termine delle ricolte, la tassa del pane fosse abolita in Alba, e in qualche altro luogo della provincia. L'abolizione ebbe effetto senza verun inconveniente; e solo per maggior cautela si ebbe l'avvertenza di convenire con un fornaio acciò s'assumesse l'obbligo di non vendere il suo pane ad un prezzo maggiore di quello di una città vicina; cautela questa che dopo pochi giorni tornò superflua, essendosi la fabbricazione e la vendita del pane messa tosto per la naturale sua via.

Forte di questo tentativo il Ministro dell'Interno indirizzò una sua lettera circolare ad alcune altre province, che parvero più acconce a seguire lo stesso esempio. In questa egli andava ragionando in prima sui principii inconcussi della scienza; e narrava quindi la felice applicazione che in codesta vostra felicissima Toscana ne avea già fatto l'immortale Pietro Leopoldo, allorchè dopo avere egli per la persuasione in cui era venuto dei benefizi di quella libertà, abolito provvisoriamente la tassa del pane, non contento al suo giusto ragionare, facea per se

stesso un quotidiano e decisivo esperimento della propria legge, calcolando in ciascun giorno il prezzo cui avrebbe dovuto essere ragguagliato il pane secondo le proporzioni correnti del valore del frumento e tutte quelle altre avvertenze solite valutarsi nella formazione ordinaria delle antiche tasse; lo che fatto, egli inviava privatamente a far ricerca di pane nelle varie officine di Firenze, pagandolo al prezzo che ciascun venditore liberamente richiedeva, e visto che il prezzo corrente gli riusciva ogni volta inferiore a quello da lui calcolato cogli elementi legali della tassa, ne prendeva maggior animo a liberare definitivamente quell'industria da ogni meta.

Citava anche il Ministro l'esempio di Londra, dove la tassa del pane trovasi annullata da parecchi anni. E conchiudeva dappoi dicendo, come il Re nel suo intento di estendere sempre più quel provvedimento, preferiva ad ogni altro mezzo quello della persuasione e dell'esempio. Vedessero dunque modo gl' Intendenti delle province di entrare con gli amministratori dei comuni in ragionamenti tali, che facessero loro toccar con mano gl' inconvenienti della tassa, e desiderarne l'abolimento.

La prima delle province che ascoltò questi suggerimenti fu quella di Novara, dove il consiglio civico non indugiò punto a supplicare il Re di quel benefizio, che volle anche esteso a tutte le altre derrate le quali trovansi di presente sottoposte a quella regola. Officio di buon cittadino prestò in questa disamina l'Avvocato Giacomo Giovanetti, noto già all'Italia per alcune sue pubbliche scritture di giurisprudenza, il quale in un suo rapporto compendiò quelle migliori ragioni che poteano addursi in questa materia, e le mise in mostra tale da portare pieno convincimento nell'animo degli altri consiglieri suoi colleghi; talchè, messo il partito, si venne a richiedere: che al 1.° del venturo ottobre fosse libero a chiunque il fabbricare e il vender pane; che fosse pur libero il mestiere di beccaio, di pizzicagnolo e fabbricante di candele di sevo; che non vi fosse più luogo od ora determinata, o privilegio di altra sorta per la vendita al minuto od all'ingrosso di quelle derrate; e che per cura degli amministratori si aprissero in quel tempo a conto della città due officine, una per la vendita del pane, l'altra per la vendita delle carni di manzo e di vitello,

e si apprestasse un maggior numero di botteghe ad uso di chi darassi spontaneamente a quel traffico.

Questa pronta, ben pesata e cauta deliberazione piacque tanto al Re, ch'ei volle nell'approvarla concedere eziandio particolari testimonianze di gradimento a chi vi ebbe la più gran parte; e l'Avvocato Giovanetti fu per motuproprio sovrano decorato della croce dei Ss. Maurizio e Lazzaro; onore che il Re volle pur dare all'Intendente d'Alba Conte Somis, il quale era stato il primo a porre in opera nella sua provincia ugual divisamento.

Ed ecco come nelle mani di un Re saggio si moltiplica il benefizio delle onorevoli distinzioni: poichè quell'ordine, il quale concedevasi per l'ordinario a chi avea coperto per gran tempo qualche importante carica, si vede dato eziandio a chi non essendosi trovato in condizione di prestare lunghi servigi, ha saputo prestare un servizio opportuno e grandemente vantaggioso. Ma questo non dee recar meraviglia dopo ciò che noi vedemmo operarsi dal nostro Monarca infino dai primi giorni del suo regno. Raro era fra noi chi per solo titolo di credito

acquistato nello studio delle scienze o lettere fosse onorato di quella divisa: epperciò tornò a tutti gradito che le prime croci di S. Maurizio abbiano fregiato il petto di alcuni dei nostri più stimati Accademici delle scienze. Voi avete già parlato nella vostra Antologia dell'Ordine civile di Savoia instituito pochi mesi dappoi, ordine che ha uno solo scopo, di onorare cioè le grandi prove d'ingegno. Non è perciò d'uopo ch'io me ne vaglia a conferma dell'amorevolezza, con cui il Re riguarda ogni buono studio. Vi dirò solamente che in questi giorni egli ne ha dato un'altra splendida testimonianza, innalzando al grado di Commendatore dell'Ordine di S. Maurizio il nostro illustre Plana, il quale ha ora pubblicato e dedicato al Re la grande sua opera della teoría del moto della Luna, frutto di sedici anni d'indefessa fatica. In tal guisa le alte onoranze dello Stato illustrano del pari ogni maniera di merito; e l'uomo, il quale o per modestia, o per tempera d'animo composto alla quiete ed alla posata meditazione, preferisce gli studii del suo gabinetto alla onorata ma rischiosa trattazione dei pubblici affari, non perciò dee rinunziare al pensiero di essere rimeritato di altri onori che quelli i quali

gli verranno dai pubblici giornali, e dai lettori delle sue opere: poichè un lavoro scientifico, se buono ed utile, gli frutterà nell'estimazione del Principe, come se avesse ben amministrato una provincia, o governato felicemente un esercito. Io non temo certamente d'ingannarmi, se mi faccio a presagire che nel correre di pochi anni saranno assai più visibili i benefizi di questa sovrana protezione, per cui se nel principio di questa mia lettera io vi mostrava nel nostro Carlo Alberto un imitatore del più illustre dei vostri Principi Lorenesi, posso in altro suggetto mostrarvelo emolo dei migliori fra i vostri Medicei. Il Piemonte il quale fa già sì nobil mostra di sè all'Italia e all'Europa per fama d'illustri scrittori, vedrà dunque con questo aumento di sovrano favore accresciuto il suo vanto letterario. E questo presagio non è orgoglioso nella mia bocca: poichè io sono solamente Piemontese per lungo soggiorno, per piacevole abito, per gratitudine a tutti coloro (e sono moltissimi), i quali hanno protetto e confortato i miei studii; ma io ho sortito i natali in un'altra parte dei reali dominii, e sono per questo rispetto in condizione tale, che da quella maggior copia di

uomini illustri può derivare a me profitto, ma non gloria.

Ritornando ora donde erami dipartito, vi dirò che anche nella provincia d'Ivrea si è con agevolezza superato ogni ostacolo per la libertà del commercio dei commestibili, e che si spera uguale buon successo in quelle di Alessandria e di Saluzzo. Così un luogo dando l'esempio all'altro, il beneficio si propagherà anche nelle città più popolose, dove la stessa mole dei pubblici bisogni serve forse a render gli uomini più rispettivi e più timidi; quasi come le grandi cose non possano reggersi colla legge medesima che governa le piccole, e non sia una forza stessa quella che trae alla terra un sassolino, e che spinge la terra nella sua orbita.

Ma i Piemontesi sono saggi e pensatori, ed applaudiranno senza eccezione al novello provvedimento, allorchè le ragioni del loro assentimento siano anche rinfrancate dall'esperienza, la quale nelle cose appartenenti alla scienza economica può e vale meglio che le teorie, non essendo nuovo nella varietà complicata degl'interessi della civil compagnia il veder pugnare l'evidenza dei ragionamenti e l'evidenza dei fatti.

Egli è vero che i Piemontesi furono in ogni tempo teneri delle cose e delle massime dei loro maggiori; ma è altresì vero che in questi nostri difficili tempi può questa virtù esser esercitata di frequente, solo che si continui a ripudiare gli esempi delle malvage innovazioni, senza che sia perciò necessario di rigettare anche le innovazioni utili e savie.

E senza più mi raccomando alla vostra benevolenza.

Di Torino, addì 23 gennajo 1833.

GIUSEPPE MANNO.